



## Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-42885>

Département(s) de publication : **75**

Annonce n° **24-42885**

---

### Section 1 - Acheteur

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : Ministères Sociaux, DFAS/DADD

**Forme juridique de l'acheteur** : Autorité publique centrale

**Activité du pouvoir adjudicateur** : Services d'administration générale

### Section 2 - Procédure

#### 2.1 Procédure

**Titre** : Le présent marché a pour objet la réservation de places dans des établissements d'accueil de la petite enfance au profit des agents travaillant au sein de l'administration centrale des ministères sociaux, à proximité de leur domicile, de leur lieu de travail, ou sur le trajet domicile-travail.

**Description** : Le présent marché a pour objet la réservation de places dans des établissements d'accueil de la petite enfance au profit des agents travaillant au sein de l'administration centrale des ministères sociaux, à proximité de leur domicile, de leur lieu de travail, ou sur le trajet domicile-travail.

**Identifiant de la procédure** : 751b2a15-fe52-437d-9ffa-7f3f9c5cc227

**Identifiant interne** : BPM065691

**Type de procédure** : Autre procédure en une seule étape

**Principales caractéristiques de la procédure** : Ce marché constitue une relance pour donner suite à une infructuosité des lots 2\_Petite Couronne et Lot 3\_Grande Couronne de la consultation ayant pour référence BPM049360, publiée le 16/06/2023. L'accord cadre est passé selon la procédure adaptée prévue à l'article R21231 du code de la commande publique relatif aux marchés publics de services sociaux et autres services spécifiques. Le présent marché est passé sous la forme d'un accord cadre à bons de commande en application des articles R21621 à R21626 ainsi que les articles R216213 et R216214 du code de la commande publique. Il est à prix unitaire. L'accord cadre est un accord cadre mono attributaire conclu sans minimum et avec un maximum dont le montant s'élève à 3 844 800€ HT, sur toute la durée du marché.

##### 2.1.1 Objet

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 85312110 Services de crèches et garderies d'enfants

#### 2.1.2 Lieu d'exécution

**Subdivision pays (NUTS) :** Paris ( FR101 )

**Pays :** France

**Informations complémentaires :** Pour l'ensemble des lots, les prestations seront exécutées en IledeFrance à l'exception de Paris intramuros (75).

#### 2.1.3 Valeur

**Valeur estimée hors TVA :** 1,922,400 EUR

**Valeur maximale de l'accord-cadre :** 3,844,800 EUR

#### 2.1.4 Informations générales

**Informations complémentaires :** titre d'information l'estimation financière pour chacun des lots est la suivante (sur quatre ans) : Relance Lot 2 1 281 600€ HT Relance Lot 3 640 800€HT En application de l'article 5.1.4 du RC, les candidats sont soumis à un niveau minimum de candidature touchant à l'aspect professionnel de leur candidature. En effet, est exigé pour candidater à la présente consultation : Agrément des services compétents de la PMI (protection maternelle et infantile) par le conseil départemental ou équivalent.

**Base juridique :**

Directive 2014/24/UE

#### 2.1.6 Motifs d'exclusion

Situation analogue à la faillite prévue dans la législation nationale : Conformément aux dispositions des articles L21411 et suivants du code de la commande publique relatives aux marchés publics, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner tel que prévu par l'article 5.11 du règlement de consultation "RC\_BPM065691\_berceaux\_Relance lots2et3"

## Section 5 - Lot

5.1 Lot : LOT-0002

**Titre :** Relance Lot 3

**Description :** Grande Couronne

**Identifiant interne :** 2

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 85312110 Services de crèches et garderies d'enfants

#### 5.1.2 Lieu d'exécution

**Subdivision pays (NUTS) :** Paris ( FR101 )

**Pays :** France

**Informations complémentaires :** Pour

#### 5.1.4 Renouvellement

**L'acheteur se réserve le droit d'effectuer des achats supplémentaires auprès du contractant, comme décrit ici :** En application de l'article de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou des marché(s) négocié(s) sans publicité ni mise en concurrence peut/peuvent être passé(s) avec le titulaire pour des prestations similaires. Ce(s) nouveau(x) marché(s) est/sont alors négocié(s) directement avec le titulaire classé premier attributaire lors de l'analyse des offres de l'accord-cadre. Ce(s) marché(s) doit /doivent être conclu(s) dans un délai de trois ans à compter de la notification du marché et ne peut/peuvent bouleverser son économie.

#### 5.1.5 Valeur

**Valeur estimée hors TVA :** 640,800 EUR

**Valeur maximale de l'accord-cadre :** 1,281,600 EUR

#### 5.1.6 Informations générales

**Participation réservée :** La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP)**

**Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME)**

**Informations complémentaires :** Chaque lot est conclu pour une durée de 12 mois ferme à compter de sa date de notification. L'accordcadre pourra être reconduit trois (3) fois, de manière tacite. Les deux premières reconductions auront une durée de 12 mois chacune. La troisième période de reconduction prendra fin le 14 novembre 2027.

#### 5.1.9 Critères de sélection

**Critère :**

**Type :** Capacité économique et financière

**Nom :** Capacité économique et financière

**Description :** Chiffre d'affaires annuel « général » des 3 derniers exercices disponibles # Chiffre d'affaires annuel « spécifique » dans le domaine d'activité couvert par le marché des 3 derniers exercices disponibles # Les chiffres d'affaires demandés portent au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles. Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

**Critère :**

**Type :** Aptitude à exercer l'activité professionnelle

**Nom :** Agrément des services compétents de la PMI (protection maternelle et infantile) par le conseil départemental ou équivalent.

**Description :** Les candidats sont soumis à un niveau minimum de candidature touchant à l'aspect professionnel de leur candidature. En effet, est exigé pour

candidater à la présente consultation : Agrément des services compétents de la PMI (protection maternelle et infantile) par le conseil départemental ou équivalent.

**Critère :**

**Type :** Capacité technique et professionnelle

**Nom :** Capacité technique et professionnelle

**Description :** Présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique. Les éléments de preuve relatifs à des services pertinents fournis il y a plus de trois ans seront pris en compte # Les candidats présentent aussi les effectifs moyens annuels et le nombre de cadres pendant les 3 dernières années # L'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres. L'acheteur n'autorise pas les candidats à se limiter à indiquer qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises.

**Informations sur la seconde étape d'une procédure en deux étapes :**

**L'acheteur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociations**

**5.1.10 Critères d'attribution**

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Souscritère 3 du critère 1 QUALITE EDUCATIVE ET STRATEGIE RESSOURCES HUMAINES : qualité du projet d'établissement à 15%

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 15

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Souscritère 2 du critère 2 CAPACITE DE MAINTIEN DE L'OFFRE : qualité du plan de continuité d'activité à 10%

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 10

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Souscritère 2 du critère 1 QUALITE EDUCATIVE ET STRATEGIE RESSOURCES HUMAINES : politiques de recrutement et de formation à 10%

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 10

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description** : Souscritère 1 du critère 1 QUALITE EDUCATIVE ET STRATEGIE RESSOURCES HUMAINES : taux d'encadrement et qualification du personnel à 20%

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 20

**Critère :**

**Type** : Qualité

**Description** : Souscritère 1 du critère 2 CAPACITE DE MAINTIEN DE L'OFFRE : répartition des crèches du ou des gestionnaires sur le territoire à 15%

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 15

**Critère :**

**Type** : Prix

**Description** : PRIX à 30%

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 30

#### 5.1.11 Documents de marché

**Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles** : français

**Adresse des documents de marché** : <https://www.marchespublics.gouv.fr>,

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Conditions de présentation :**

**Présentation par voie électronique** : Requise

**Adresse de présentation** : <https://www.marchespublics.gouv.fr>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées** : français

**Catalogue électronique** : Non autorisée

**Variantes** : Non autorisée

**Date limite de réception des offres** : 30/04/2024 à 12:00

**Conditions du marché :**

**Facturation en ligne** : Requise

**La commande en ligne sera utilisée** : oui

**Le paiement en ligne sera utilisé** : oui

**Forme juridique que doit revêtir un groupe de soumissionnaires auquel un marché est attribué** : Les opérateurs économiques peuvent se porter candidats sous forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint, conformément à l'article R214220 du code de la commande publique sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence. Les candidats sont informés que le(s) marché(s) sera (seront) conclu(s) avec des candidats individuels ou des groupements dont le mandataire est solidaire. Dans le cas d'une candidature d'un groupement

d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

**Informations relatives aux délais de recours :** Précisions concernant les délais d'introduction de recours :1) le référé précontractuel (articles L.5511 à L. 55112, et R. 5511 à R. 5516 du code de justice administrative) peut être introduit jusqu'à la signature du contrat ?2) le référé contractuel (L. 55113 à L. 55123, et R. 5517 à R.55110 du code de justice administrative)introduit après la signature du contrat dans un délai de 31 jours, à compter de la publication d'un avis d'attribution du contrat au Journal officiel de l'union européenne (Joue) ou dans un délai de 6 mois, à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée ?3) le recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat (CE, Ass, 4 avril 2014, Département de tarn et garonne, req. no358994) introduit par tout tiers à un contrat administratif susceptible d'être lésé dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par sa passation ou ses clauses dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de médiation :** Tribunal administratif de Paris

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal administratif de Paris

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché :** Ministères Sociaux, DFAS/DADD

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché :** Ministères Sociaux, DFAS/DADD

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** Tribunal administratif de Paris

**Organisation qui reçoit les demandes de participation :** Ministères Sociaux, DFAS/DADD

**Organisation qui traite les offres :** Ministères Sociaux, DFAS/DADD

#### 5.1 Lot : LOT-0001

**Titre :** Relance lot 2

**Description :** Petite Couronne

**Identifiant interne :** BPM065691 \_Relance lot 2

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 85312110 Services de crèches et garderies d'enfants

#### 5.1.2 Lieu d'exécution

**Subdivision pays (NUTS) :** Paris ( FR101 )

**Pays :** France

**Informations complémentaires :** Pour l'ensemble des lots, les prestations seront exécutées en IledeFrance à l'exception de Paris intramuros (75).

#### 5.1.4 Renouvellement

**L'acheteur se réserve le droit d'effectuer des achats supplémentaires auprès du contractant, comme décrit ici :** En application de l'article de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou des marché(s) négocié(s) sans publicité ni mise en concurrence peut/peuvent être passé(s) avec le titulaire pour des prestations similaires. Ce(s) nouveau(x) marché(s) est/sont alors négocié(s) directement avec le titulaire classé premier attributaire lors de l'analyse des offres de l'accord-cadre. Ce(s) marché(s) doit /doivent être conclu(s) dans un délai de trois ans à compter de la notification du marché et ne peut/peuvent bouleverser son économie.

#### 5.1.5 Valeur

**Valeur estimée hors TVA :** 1,281,600 EUR

**Valeur maximale de l'accord-cadre :** 2,563,200 EUR

#### 5.1.6 Informations générales

**Participation réservée :** La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP)**

**Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME)**

**Informations complémentaires :** Chaque lot est conclu pour une durée de 12 mois ferme à compter de sa date de notification. L'accord cadre pourra être reconduit trois (3) fois, de manière tacite. Les deux premières reconductions auront une durée de 12 mois chacune. La troisième période de reconduction prendra fin le 14 novembre 2027.

#### 5.1.9 Critères de sélection

**Critère :**

**Type :** Capacité technique et professionnelle

**Nom :** Capacité technique et professionnelle

**Description :** Présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique. Les éléments de preuve relatifs à des services pertinents fournis il y a plus de trois ans seront pris en compte # Les candidats présentent aussi les effectifs moyens annuels et le nombre de cadres pendant les 3 dernières années # L'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents

d'organismes établis dans d'autres Etats membres. L'acheteur n'autorise pas les candidats à se limiter à indiquer qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises.

**Critère :**

**Type :** Capacité économique et financière

**Nom :** Capacité économique et financière

**Description :** Chiffre d'affaires annuel « général » des 3 derniers exercices disponibles # Chiffre d'affaires annuel « spécifique » dans le domaine d'activité couvert par le marché des 3 derniers exercices disponibles # Les chiffres d'affaires demandés portent au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles. Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

**Critère :**

**Type :** Aptitude à exercer l'activité professionnelle

**Nom :** Agrément des services compétents de la PMI (protection maternelle et infantile) par le conseil départemental ou équivalent.

**Description :** Les candidats sont soumis à un niveau minimum de candidature touchant à l'aspect professionnel de leur candidature. En effet, est exigé pour candidater à la présente consultation : Agrément des services compétents de la PMI (protection maternelle et infantile) par le conseil départemental ou équivalent.

**Informations sur la seconde étape d'une procédure en deux étapes :**

**L'acheteur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociations**

**5.1.10 Critères d'attribution**

**Critère :**

**Type :** Prix

**Description :** PRIX à 30%

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 30

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Souscritère 1 du critère 1 QUALITE EDUCATIVE ET STRATEGIE RESSOURCES HUMAINES : taux d'encadrement et qualification du personnel à 20%

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 20

**Critère :**

**Type** : Qualité

**Description** : Souscritère 2 du critère 1 QUALITE EDUCATIVE ET STRATEGIE RESSOURCES HUMAINES : politiques de recrutement et de formation à 10%

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 10

**Critère** :

**Type** : Qualité

**Description** : Souscritère 3 du critère 1 QUALITE EDUCATIVE ET STRATEGIE RESSOURCES HUMAINES : qualité du projet d'établissement à 15%

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 15

**Critère** :

**Type** : Qualité

**Description** : Souscritère 2 du critère 2 CAPACITE DE MAINTIEN DE L'OFFRE : qualité du plan de continuité d'activité à 10%

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 10

**Critère** :

**Type** : Qualité

**Description** : Souscritère 1 du critère 2 CAPACITE DE MAINTIEN DE L'OFFRE : répartition des crèches du ou des gestionnaires sur le territoire à 15%

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 15

#### 5.1.11 Documents de marché

**Langues dans lesquelles les documents de marché (ou leurs parties) sont officieusement disponibles** : français

**Adresse des documents de marché** : <https://www.marchespublics.gouv.fr>,

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Conditions de présentation** :

**Présentation par voie électronique** : Requise

**Adresse de présentation** : <https://www.marchespublics.gouv.fr>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées** : français

**Catalogue électronique** : Non autorisée

**Variantes** : Non autorisée

**Date limite de réception des offres** : 30/04/2024 à 12:00

**Date limite de validité de l'offre** : 180 DAY

**Conditions du marché** :

**Facturation en ligne** : Requise

**La commande en ligne sera utilisée : oui**

**Le paiement en ligne sera utilisé : oui**

**Forme juridique que doit revêtir un groupe de soumissionnaires auquel un marché**

**est attribué :** Les opérateurs économiques peuvent se porter candidats sous forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint, conformément à l'article R214220 du code de la commande publique sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence. Les candidats sont informés que le(s) marché(s) sera (seront) conclu(s) avec des candidats individuels ou des groupements dont le mandataire est solidaire. Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

**Informations relatives aux délais de recours :** Précisions concernant les délais d'introduction de recours :1) le référé précontractuel (articles L.5511 à L. 55112, et R. 5511 à R. 5516 du code de justice administrative) peut être introduit jusqu'à la signature du contrat ?2) le référé contractuel (L. 55113 à L. 55123, et R. 5517 à R.55110 du code de justice administrative) introduit après la signature du contrat dans un délai de 31 jours, à compter de la publication d'un avis d'attribution du contrat au Journal officiel de l'union européenne (Joue) ou dans un délai de 6 mois, à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée ?3) le recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat (CE, Ass, 4 avril 2014, Département de tarn et garonne, req. no358994) introduit par tout tiers à un contrat administratif susceptible d'être lésé dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par sa passation ou ses clauses dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de médiation :** Tribunal administratif de Paris

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal administratif de Paris

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** Tribunal administratif de Paris

## Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0002

**Nom officiel :** Tribunal administratif de Paris

**Numéro d'enregistrement :** 17750005500013

**Adresse postale :** 7 rue de Jouy

**Ville :** Paris

**Code postal :** 75004

**Subdivision pays (NUTS) :** Paris ( FR101 )

**Pays :** France

**Adresse électronique :** Greffe.taparis@juradm.fr

**Téléphone :** 0144594400

**Rôles de cette organisation :**

**Organisation chargée des procédures de recours**

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours**

**Organisation chargée des procédures de médiation**

8.1 ORG-0001

**Nom officiel :** Ministères Sociaux, DFAS/DADD

**Numéro d'enregistrement :** 11000201100044

**Adresse postale :** 78 rue Olivier de Serres

**Ville :** Paris

**Code postal :** 75015

**Pays :** France

**Adresse électronique :** philippe.chamouton@sg.social.gouv.fr

**Téléphone :** 0000000000

**Rôles de cette organisation :**

**Acheteur**

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché**

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché**

**Organisation qui reçoit les demandes de participation**

**Organisation qui traite les offres**

## **Section 11 - Informations relatives à l'avis**

11.1 Informations relatives à l'avis

**Identifiant/version de l'avis :** 5b9e034e-6d89-4939-a2a9-3caf5ac7136b - 01

**Type de formulaire :** Mise en concurrence

**Type d'avis :** Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

**Date d'envoi de l'avis :** 11/04/2024 à 14:39

**Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible : français**

## **11.2 Informations relatives à la publication**

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication : 11/04/2024**